

(1)

(N° 123.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 AOÛT 1925.

Projet de loi

modifiant l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 juin 1923 et l'article 384 du Code pénal.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Gouvernement avait déposé au Sénat, le 3 mars 1925, un projet de loi modifiant l'article 1, alinéa 1 de la loi du 20 juin 1923 et l'article 384 du Code pénal, afin de pouvoir ratifier la Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, signée à Genève en 1924.

La dissolution des Chambres a frappé ce projet de caducité.

En le soumettant de nouveau à vos délibérations, j'ai l'honneur de me référer pour sa justification, à l'exposé des motifs qui l'accompagnait en mars dernier et qui se trouve ci-annexé.

Le Ministre de la Justice,

P. TSCHOFFEN.

Sénat de Belgique.

SÉANCE DU 3 MARS 1925.

**Projet de loi modifiant l'article premier, alinéa 1 de la loi du 20 juin 1923
et l'article 384 du Code pénal.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Quarante-trois pays se sont fait représenter officiellement à la Conférence tenue à Genève, du 31 août au 12 septembre 1923, pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

La Belgique en était.

Aux termes de l'article premier de la Convention qui y fut signée par les délégués de ces pays :

« Doit être puni le fait :

» 1° De fabriquer ou de détenir des écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes, en vue d'en faire commerce ou distribution, ou de les exposer publiquement ;

» 2° D'importer, de transporter, d'exporter ou de faire importer, transporter ou exporter, aux fins ci-dessus, les dits écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes, ou de les mettre en circulation d'une manière quelconque ;

» 3° D'en faire le commerce même non public, d'effectuer toute opération les concernant de quelque manière que ce soit, de les distribuer, de les exposer publiquement, ou de faire métier de les donner en location ;

» 4° D'annoncer ou de faire connaître par un moyen quelconque, en vue de favoriser la circulation ou le trafic à réprimer, qu'une personne se livre à l'un quelconque des actes punissables ci-dessus ; d'annoncer ou de faire connaître comment et par qui les dits écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images,

affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes peuvent être procurés, soit directement, soit indirectement. »

L'article VIII de la Convention porte qu'elle est sujette à ratification et son article IV, que les parties contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour donner effet à la Convention, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires à cet égard.

Le présent projet de loi modifie l'article premier de la loi du 20 juin 1923, de manière à satisfaire au vœu de la Conférence de Genève et à permettre ainsi au Gouvernement de ratifier la Convention qui y a été signée.

Il reproduit une proposition de loi déposée à la Chambre des Représentants par M. Carton de Wiart, le 2 février 1922 (document n° 48), en tant qu'elle vous invitait à mettre notre législation en harmonie avec le projet de Convention élaboré à la Conférence de Paris en 1910. L'article premier de ce projet de Convention était ainsi conçu :

« Doit être puni quiconque :

» 1° Fabrique ou détient, en vue d'en faire commerce ou distribution, des écrits, dessins, images ou objets obscènes ;

» 2° Importe ou fait importer, transporte ou fait transporter pour le même but, les dits écrits, dessins, images ou objets obscènes, ou les met en circulation de toute autre manière ;

» 3° En fait le commerce, même non public, ou fait métier de les donner en location ;

» 4° Annonce ce commerce par un moyen quelconque de publicité. »

Un projet de loi déposé à la Chambre des Représentants par le Gouvernement, le 23 avril 1915 (document n° 213), puis une première proposition de loi de M. Carton de Wiart, déposée le 22 janvier 1920 (document n° 62), avaient eu déjà le même objet ; ils étaient devenus caducs par suite de la dissolution des Chambres.

La proposition de loi du 2 février 1922 aboutit à la loi du 20 juin 1923.

Il convient de rappeler que certaines de ses dispositions, qui se rapportaient aux moyens d'empêcher la conception et de favoriser l'avortement, ont passé avec quelques modifications dans la loi du 20 juin 1923 ; elles ne doivent pas nous retenir ici, cette matière ayant été écartée de la Conférence de Genève comme celle de Paris.

Le présent projet ne reproduit donc, de la dite proposition, que les textes dont le vote est nécessaire pour satisfaire à la Conférence de Genève, comme il l'eut été pour répondre au vœu de celle de Paris.

L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 20 juin 1923, qui en est issu, est ainsi conçu :

« L'article 383 du code pénal est complété comme suit :

» Sera puni des mêmes peines :

» Quiconque aura, en vue de commerce ou de la distribution, fabriqué, fait fabriquer, fait importer, fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité, des chansons, pamphlets, écrits, figures ou images contraires aux bonnes mœurs. »

Il importe d'examiner en quoi et pour quelles raisons le législateur s'est écarté des textes qui lui étaient proposés et qui lui sont soumis à nouveau.

Cet examen vous convaincra que c'est par suite d'un véritable malentendu qu'ils ne furent pas entièrement adoptés, et qu'il y a lieu de les introduire dans notre législation.

Le législateur de 1923, auquel il était proposé de punir notamment l'acte de détenir, d'importer ou de transporter, de faire importer ou transporter, a écarté la détention, l'importation et le transport, pour ne retenir que l'acte de faire importer et celui de faire transporter.

La Commission de la Chambre en exprimait la raison dans son rapport du 9 mai 1922 : « En ne considérant plus comme délictueux les actes de simple détention, de transport ou d'importation, la Commission a répondu à une double pensée. D'une part, il faut éviter que l'agent ignorant du genre de produit qu'il importe ou transporte soit poursuivi.

D'autre part, on ne peut contester à un particulier le droit de détenir des objets ou documents à son choix, même en multiples exemplaires et quel qu'en soit le caractère discutable ou blâmable au point de vue de la morale. Il n'appartient pas au législateur d'intervenir dans ce domaine de la vie privée. Or, il a paru que, si la détention était à elle seule érigée en délit, ce principe risquerait de ne plus être sauvegardé, toute personne trouvée en possession même involontaire de pamphlets, écrits, images ou figures, pouvant être inquiétée parce que soupçonnée d'en préparer ou d'en assurer le commerce ou la distribution. »

Il est clair que si la détention, le transport et l'importation étaient déclarés punissables par la loi, ils ne seraient jamais punis que pour autant qu'ils fussent volontaires et conscients. C'est là, en vertu des principes généraux du Code, une des conditions du délit. Il incombera donc au ministère public de prouver que l'inculpé connaissait le caractère des écrits détenus, transportés ou importés, de même qu'aujourd'hui il lui incombe de fournir cette preuve contre l'inculpé poursuivi pour avoir fait transporter ou importer.

Le projet ne réprime d'ailleurs la détention, l'importation et le transport que s'ils ont lieu en vue du commerce ou de la distribution, et on n'aperçoit aucune raison de ne pas les réprimer dans ces conditions, tout comme les autres faits déjà prévus par la loi du 20 juin 1923, article premier, alinéa 1.

Il est à remarquer, au surplus, qu'on ne saurait, sans méconnaître ouvertement les règles consacrées par le Code pénal en matière de coopération criminelle (art. 66 et 67), soustraire à la répression le transporteur, l'importateur et même le détenteur, dans le cas où la détention, l'importation ou le transport apparaîtraient soit comme une coopération directe à l'exécution du délit de celui qui fait transporter ou importer, soit comme une aide telle que, sans elle, ce délit n'eût pu être commis, soit comme l'aide et l'assistance constitutive de la complicité. Pareille dérogation se justifierait malaisément.

L'adoption du texte qui vous est soumis permettrait d'atteindre tous les actes visés par les numéros 1 et 2 de l'article premier de la Convention de Genève. Il n'est pas nécessaire de spécifier dans la loi tous les faits énumérés par ces dispositions de la Convention, notamment le fait d'exporter ou de faire exporter, ou de mettre en circulation d'une manière quelconque : l'importation et le transport comprennent, en effet, tous les modes de circulation.

D'autre part, en visant les « chansons, pamphlets ou autres écrits imprimés ou

non, figures ou images contraires aux bonnes mœurs », notre législation, à savoir l'article 383 du Code pénal complété par l'alinéa 1 de l'article premier de la loi du 20 juin 1923, atteint les « écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques » visés par l'article premier de la Convention de Genève. Mais il est douteux qu'elle s'applique également aux objets visés par cette Convention, comme par le projet de Convention de 1910.

Dans son rapport du 9 mai 1922, la Commission de la Chambre s'exprimait comme suit au sujet de la proposition de loi du 2 février 1922, en tant que celle-ci assimilait aux chansons, pamphlets, écrits, figures ou images, les emblèmes ou objets contraires aux bonnes mœurs :

« D'après les grammairiens et philologues Littré et Larousse, le vocable *figure* désigne à la fois la forme extérieure et visible d'un corps, l'apparence des gens et des choses, la représentation par la peinture, la sculpture — donc aussi le modelage et le façonnage — le dessin des hommes et des objets. Certains membres redoutaient de voir les expressions nouvelles prêter à confusion et entraîner le juge à comprendre par innovation, dans ceux que condamne l'article 383, les objets qui, tout en étant utilisés dans un but purement hygiénique et médical, peuvent éventuellement servir aussi à des fins anticonceptionnelles. »

Telles sont les raisons pour lesquelles le législateur du 20 juin 1923 a écarté le mot « objets ».

Il existe cependant des objets contraires aux bonnes mœurs qui ne peuvent être compris parmi les « figures » visées par notre législation, car leur configuration ne présente rien d'obscène par elle-même.

D'autre part, il n'y a aucun danger que l'on confonde avec pareils objets ceux « qui, tout en étant, comme disait le rapport précité, utilisés dans un but purement hygiénique et médical, peuvent éventuellement servir aussi à des fins anticonceptionnelles ».

Le Gouvernement estime que les faits visés au n° 3 de l'article 1^{er} de la Convention de Genève, sont atteints, dans la mesure du possible, par la législation actuelle et par le présent projet, en tant que l'une et l'autre punissent l'exposition, la vente et la distribution des écrits, figures ou objets contraires aux bonnes mœurs.

Il ne croit pas pouvoir vous proposer de réprimer « le fait d'effectuer toute opération les concernant de quelque manière que ce soit », ce qui comprendrait les opérations qui, comme l'échange et le prêt, seraient effectuées entre particuliers. Pareils actes doivent échapper à la loi pénale. Il n'est pas sans intérêt de signaler qu'en signant la Convention de Genève, la délégation française a fait une réserve expresse en ce sens.

Le numéro 4 de l'article premier de la Convention punit le fait d'annoncer dans les conditions qu'il détermine, mais sans exiger la publicité de l'annonce.

Le Gouvernement pense que la publicité doit être un des éléments du délit, et le texte qui vous est soumis traduit cette pensée.

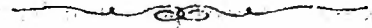
L'article 2 du projet remplace l'article 384 du Code pénal par une disposition en harmonie avec l'article 1^{er} du projet.

Le Gouvernement exprime l'espoir que les dispositions proposées seront accueillies par les Chambres.

Leur adoption permettra à la Belgique d'apporter un plein concours à l'action internationale entreprise contre le trafic des obscénités.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.



(1)

(N^o 123)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 AUGUSTUS 1925.

Ontwerp van wet

tot wijziging van het eerste artikel, eerste lid van de wet van 20 Juni 1923
en van artikel 384 van het Wetboek van strafrecht.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Met het oog op de bekrachtiging van de in 1923 te Geneve onderteevende Internationale Overeenkomst, tot beteugeling van de verspreiding van en den handel in onzedelijke publicaties, werd op 3 Maart 1925 door de Regeering bij den Senaat een ontwerp van wet tot wijziging van het eerste artikel, eerste lid van de wet van 20 Juni 1923 en van artikel 384 van het Strafwetboek — ter tafel neergelegd.

Door de ontbinding der Kamers is dit ontwerp vervallen.

Nu ik het U opnieuw ter bespreking voorleg, heb ik de eer, ten einde de gegrondheid ervan te doen blijken, te verwijzen naar de Memorie van Toelichting, die in Maart l.l. bij bedoeld ontwerp ging en die hierbij gevoegd is.

De Minister van Justitie,

P. TSCHOFFEN.

Belgisch Senaat.

VERGADERING VAN 3 MAART 1925.

Wetsontwerp tot wijziging van het eerste artikel, eerste lid van de wet van 30 Juni 1923 en van artikel 381 van het Wetboek van Strafrecht.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Op de Conferentie tot beteugeling van de verspreiding van en den handel in oneerbare publicaties, die van 31 Augustus tot 12 September 1923 te Geneve werd gehouden, waren drie en veertig landen officieel vertegenwoordigd, waaronder ook België.

Naar luid van artikel I der overeenkomst die door de afgevaardigden van deze landen aldaar werd ondertekend, « behoort gestraft te worden het feit ».

» 1° Geschriften, teekeningen, gravures, schilderijen, drukwerken, prenten, plakbrieven, afbeeldingen, foto's, bioscoopfilmen of andere voorwerpen, voor de eerbaarheid aanstootelijk, met het oog op handel of verspreiding te vervaardigen of in voorraad te hebben, of ze openlijk ten toon te stellen ;

» 2° Genoemde geschriften, teekeningen, gravures, schilderijen, drukwerken, prenten, plakbrieven, afbeeldingen, foto's, bioscoopfilmen of andere voorwerpen, voor de eerbaarheid aanstootelijk, met het oog op het boven aangegeven doel in te voeren, te vervoeren, uit te voeren of te doen invoeren, vervoeren of uitvoeren of ze op welke wijze ook in omloop te brengen ;

» 3° In genoemde zaken, handel, zelfs als die handel niet openbaar is, te drijven, welke verrichting ook die daarmede op eenige wijze verband houdt uit te voeren, deze zaken te verspreiden, openlijk ten toon te stellen of er een beroep van te maken, ze in huur te geven ;

» 4° Met het oog op de verspreiding of den handel om welker beteugeling het hier gaat aan te kondigen of door welk middel ook te laten weten dat een persoon een der bovengenoemde strafbare handelingen pleegt ; aan te kondigen of te laten weten hoe en door wien gemelde geschriften, teekeningen, gravures, schil-

derijen, drukwerken, prenten, plakbrieven, afbeeldingen, foto's, bioscoopfilmen of andere voorwerpen, voor de eerbaarheid aanstootelijk, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, kunnen bezorgd worden. »

Bij artikel VIII van de overeenkomst wordt voorzien dat deze hoeft bekrachtigd te worden en bij artikel IV, dat de verdragsluitende partijen, die niet nu reeds over de voldoende wetsbepalingen zouden beschikken om de overeenkomst van kracht te doen worden, zich ertoe verbinden de daartoe vereischte maatregelen te treffen of deze maatregelen aan hunne onderscheidenlijke wetgevende lichamen ter goedkeuring voor te leggen.

Bij dit ontwerp van wet wordt artikel 1, eerste lid, van de wet van 20 Juni 1923 zoo gewijzigd, dat aan den wensch van de Conferentie van Geneve voldaan wordt en aldus aan de Regeering machtiging wordt verleend om de ondertekende overeenkomst te bekrachtigen.

In het ontwerp wordt een wetsvoorstel, door den heer Carton de Wiart op 2 Februari 1922 (Bescheid n^r 48) bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend, overgenomen voor zoover althans daarbij verzocht werd, onze wetgeving in overstemming te brengen met de door de Conferentie van Parijs in 1910 opgemaakte ontwerp van overeenkomst. Artikel 1 van dit ontwerp van overeenkomst luidt als volgt :

« Dient gestraft hij die :

» 1^o Met het oog op handel of verspreiding, voor de eerbaarheid aanstootelijke geschriften, teekeningen, prenten of voorwerpen vervaardigt of in voorraad heeft;

» 2^o Met dezelfde bedoelingen, genoemde geschriften, teekeningen, prenten of voorwerpen invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren of deze op om het even welke andere wijze in omloop brengt;

» 3^o In deze zaken handel drijft, zelfs als die handel niet openbaar is of er een beroept van maakt deze in huur te geven;

» 4^o Hij die door eenig publiciteitsmiddel deze zaken aankondigt en verhandelt.»

Hetzelde doel werd reeds beoogd bij een wetsontwerp, op 23 April 1913 (Bescheid n^r 213) door de Regeering bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend, alsook bij een eerste wetsvoorstel van den heer Carton de Wiart, op 22 Januari 1920 ter tafel gelegd (Bescheid n^r 61). Door de ontbinding der Kamers zijn echter beide ontwerpen vervallen.

Het wetsvoorstel van 2 Februari 1922 leidde tot de wet van 20 Juni 1923.

Er dient in herinnering gebracht dat sommige bepalingen, die op de middelen tot voorkoming van de zwangerschap en tot bevordering van de vruchtafdrijving betrekking hadden, mits enkele wijzigingen, in de wet van 20 Juni 1923 werden overgenomen; wij behoeven er hier niet verder bij stil te staan, daar dit ontwerp evenmin op de Geneefsche als op de Parijsche Conferentie te berde is mogen komen.

In dit ontwerp worden derhalve van gezegd voorstel alleen die teksten overgenomen, waarover, ter voldoening aan de Conferentie van Geneve, dient gestemd, evenals dit noodig ware geweest om te voldoen aan den te Parijs uitgedrukten wensch.

Het eerste lid van artikel één der wet van 20 Juni 1923, die uit de Conferentie van Parijs ontstaan is, luidt als volgt :

« Artikel 383 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

« Met dezelfde straffen wordt gestraft :

« Hij die liederen, schotschriften, geschriften, beelden of prenten welke met » de goede zeden strijdig zijn vervaardigt, doet vervaardigen, doet invoeren, doet » vervoeren, aan één vervoer- of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig » publiciteitsmiddel aankondigt om te worden verkocht of verspreid. »

Het is van belang nauwkeurig na te gaan in hoever en om welke redenen de wetgever afgeweken is van de hem voorgestelde teksten, die hem thans opnieuw worden voorgelegd.

Dit onderzoek zal er U van overtuigen dat bedoelde teksten niet in hun geheel aangenomen werden tengevolge van een waar misverstand en dat er termen zijn om ze in onze wetgeving in te voeren.

De wetgever van 1923, wien voorgesteld werd onder meer het in voorraad hebben, het invoeren of het vervoeren, het doen invoeren of vervoeren strafbaar te stellen, heeft het in voorraad hebben, het invoeren, het vervoeren ter zijde gesteld om alleen te bestraffen het *doen* invoeren en het *doen* vervoeren.

De Commissie der Kamer gaf er de reden van op in haar verslag van 9 Mei 1922 : « Door het eenvoudig in voorraad hebben, vervoeren of invoeren niet meer als strafbare daden te aanzien, heeft de Commissie gevolg gegeven aan eene dubbele gedachte. Eenerzijds dient men te vermijden dat degene die onbekend is met den aard van het product dat hij invoert of vervoert, vervolgd wordt. Anderzijds kan men een particulier niet verbieden voorwerpen of documenten naar zijn keus in voorraad te hebben, zelfs in menigvuldige exemplaren en welke ook de betwiste of laakbare aard er van zij ten opzichte van de zedelijkheid. De wetgever is niet bevoegd in dit domein van het privaat leven tusschenbeide te komen. Welnu, het bleek dat, indien alleen het in voorraad hebben als misdrijf werd aangezien, dit beginsel zou gevaar loopen niet meer gevestigd te zijn. Iedereen die, zelfs onvrijwillig, in het bezit zou worden gevonden van schotschriften, geschriften, beelden of prenten, zou kunnen vervolgd worden als verdacht den handel of de uitdeeling ervan voor te bereiden of te verzekeren. »

Het staat vast dat, indien het in voorraad hebben en het invoeren door de wet strafbaar werden gesteld, deze feiten nooit zouden worden gestraft dan indien zij vrijwillig en bewust werden gepleegd.

Krachtens de algemeene beginselen van het wetboek is dit een der voorwaarden voor het bestaan van een strafbaar feit. Het Openbaar Ministerie moet dus bewijzen dat de verdachte den aard der in voorraad gehouden, vervoerde of ingevoerde geschriften kende, zooals het Openbaar Ministerie dit trouwens ook nu dient te bewijzen tegen den verdachte die vervolgd wordt ter zake van het *doen* vervoeren of invoeren.

Bij het ontwerp worden trouwens het in voorraad hebben, het invoeren en het vervoeren alleen dan bestraft wanneer zij met het oog op handel of verspreiding geschieden, terwijl er toch blijkbaar geen reden bestaat om op die feiten, evenals op de overige, reeds voorzien bij de wet van 20 Juni 1923, artikel 1, eerste alinea, in die omstandigheden geen straf te stellen.

Er dient daarenboven opgemerkt dat het niet mogelijk is, zonder openlijk de door het Wetboek van Strafrecht in zake crimineele medewerking (artikelen 66 en 67) gehuldigde regelen te miskennen, dengenen die bedoelde zaken vervoert, invoert en zelfs in voorraad heeft, ongestraft te laten in de gevallen waarin het in voorraad hebben, het invoeren of het vervoeren voorkomen, ofwel als een rechtstreeksche medewerking tot het plegen van het strafbaar feit begaan door dengene die *doet* vervoeren of invoeren, ofwel als een zoodanige hulp dat zonder deze het feit niet kon gepleegd worden, ofwel nog als de hulp of de bijstand waardoor de medeplichtigheid ontstaat. Dergelijke afwijking ware moeilijk te rechtvaardigen.

Door het aannemen van den U voorgelegden tekst wordt het mogelijk al de onder nummers 1 en 2 van artikel I der Overeenkomst van Geneve bedoelde feiten te treffen. Het is overbodig in de wet al de bij de bepalingen van de Overeenkomst opgesomde feiten afzonderlijk te vermelden, onder meer : het feit *uit te voeren* of te *doen* uitvoeren of op eenigerlei wijze *in omloop te brengen*; onder het *invoeren* en het *vervoeren* zijn inderdaad al de wijzen van circuleeren begrepen.

Overigens, waar onze wetgeving de « liederen, schotschriften of andere al dan niet gedrukte geschriften, beelden of prenten welke met de goede zeden strijdig zijn » treft, treft zij ook, namelijk bij artikel 383 van het Wetboek van Strafrecht, aangevuld bij het eerste lid van artikel 1 der wet van 20 Juni 1923, de bij artikel 1 van de Overeenkomst van Geneve bedoelde geschriften, teekeningen, gravures, schilderijen, drukwerken, prenten, plakbrieven, afbeeldingen, foto's, bioscoopfilmen. Doch het is te betwijfelen of bedoelde wetgeving ook van toepassing is op de « voorwerpen » welke eveneens door deze overeenkomst bedoeld werden, evenals door het ontwerp van overeenkomst van 1910.

In haar verslag van 9 Mei 1922 laat de Commissie zich als volgt uit over het wetsvoorstel van 2 Februari 1922, voor zoover bij bedoeld voorstel de afbeeldingen of *voorwerpen* welke met de goede zeden strijdig zijn, gelijk gesteld worden met de liederen, schotschriften, geschriften, beelden of prenten.

« Volgens de spraakkundigen en taalkundigen Littré en Larousse beteekend het woord « figure » (Fransche tekst) tevens den uiterlijken en zichtbaren vorm van een lichaam, de gedaante van menschen en dingen, de weergeving door de schilderkunst, de beeldhouwkunst, dus ook de modelleering en de fatsoeneering, de teekening van menschen en voorwerpen (1).

» Sommige leden der Commissie vreesden er voor, dat de nieuwe uitdrukkingen verwarring konden stichten en den rechter er toe bewegen onder die, welke door artikel 383 gewraakt worden, te begrijpen de voorwerpen welke, hoewel gebruikt voor zuiver hygiënische en geneeskundige doeleinden in zekere gevallen ook tot voorkoming van zwangerschap kunnen gebruikt worden. »

(1) In den Vlaamschen tekst is het woord « figure » weêrgegeven door *beeld*, dat volgens het Groot Woordenboek Van Dale beteekent, niet alleen de nabootsing in hout, steen, metaal, was, enz., van een mensch, een dier of ook wel een godheid, maar ook de nabootsing van een mensch of dier in teekening of schilderij, ook wel alleen in omtrek. Het is ook de juiste voorstelling van iets in woorden, de beschrijving.

Daarom heeft dan de wetgever van 20 Juni 1923 het woord « voorwerpen » ter zijde gelaten.

Nochtans bestaan er voorwerpen die niet kunnen begrepen worden onder de door onzen wetgever bedoelde « beelden » daar hun uiterlijke « in se » niets oneerbaars vertoont.

Er bestaat trouwens geen gevaar voor verwarring van dergelijke voorwerpen met die voorwerpen die « hoewel gebruikt, zooals het bovengemeld verslag het uitdrukte, voor zuiver hygiënische en geneeskundige doeleinden, in zekere gevallen ook tot voorkoming van zwangerschap kunnen gebruikt worden ».

De Regeering is van meening dat de onder n° 3 van artikel 1 der Overeenkomst van Geneve bedoelde feiten naar mogelijkheid worden te keer gegaan door de huidige wetgeving en door het nu ingediend ontwerp, daar beide met straf bedreigen het ten toon stellen, verkoopen en verspreiden van geschriften, beelden of voorwerpen welke met de goede zeden strijdig zijn.

Zij meent niet U te mogen voorstellen als strafbaar feit te beschouwen het verrichten van eenige handeling die, op welke wijze ook, daarmede in verband zou staan, waaronder immers zouden begrepen zijn verrichtingen, zooals het ruilen en het uitleenen onder particulieren. Dergelijke feiten mogen niet onder de strafwet vallen.

Het kan van belang zijn er op te wijzen dat, bij de ondertekening van de Overeenkomst van Geneve, de Fransche delegatie een uitdrukkelijk voorbehoud met dezelfde strekking heeft gemaakt.

Bij n° 4 van artikel 1 van de Overeenkomst wordt het *aankondigen* gestraft, waar dit geschiedt in de bij de overeenkomst voorziene omstandigheden, zonder dat vereischt weze dat de aankondiging openbaar plaats hebbe.

De Regeering is van meening dat de openbaarheid een van de elementen van het strafbaar feit moet zijn, en uit den U voorgelegden tekst blijkt duidelijk deze opvatting.

Bij artikel 2 van het ontwerp wordt artikel 384 van het Wetboek van Strafrecht vervangen door een bepaling die met artikel 1 van het ontwerp overeenstemt.

De Regeering drukt de hoop uit dat de Kamers de voorgestelde bepalingen zullen aannemen.

Daardoor toch zal België in de mogelijkheid worden gesteld een krachtigen steun te verleen bij den internationalen strijd tegen den vuilhandel;

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

modifiant l'article premier, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 juin 1923, et l'article 384 du Code pénal.

WETSONTWERP

tot wijziging van het eerste artikel, eerste lid, van de wet van 20 Juni 1923 en van artikel 384 van het Wetboek van Strafrecht.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'alinéa 1^{er} de l'article premier de la loi du 20 juin 1923 est remplacé par les deux alinéas ci-après :

« L'article 383 du Code pénal est complété comme suit :

» Sera puni des mêmes peines :

» Quiconque aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, détenu, importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité, des chansons,

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen Naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste lid van artikel I van de wet van 20 Juni 1923 wordt door de volgende twee alinea's vervangen :

« Artikel 383 van het Wetboek van Strafrecht wordt aangevuld als volgt :

» Met dezelfde straffen wordt gestraft :

» Hij die, met het oog op handel of verspreiding, liederen, schotschriften, geschriften, beelden of prenten, welke met de goede zeden strijdig zijn, vervaardigt, in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer-of

contraires aux bonnes mœurs, les aura, pamphlets, écrits, figures ou images contraires aux bonnes mœurs ;

» Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des emblèmes ou objets en vue du commerce ou de la distribution, fabriqués ou détenus, importés ou fait importer, transportés ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncés par un moyen quelconque de publicité. »

Art. 2.

L'article 384 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cas prévu par l'article précédent, l'auteur de l'écrit, de la figure, de l'image ou de l'objet sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs. »

Donné à Bruxelles, le 1^{er} août 1925.

een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt ;

» Hij, die afbeeldingen of voorwerpen welke met de goede zeden strijdig zijn, ten toon stelt, verkoopt of verspreidt, ze met het oog op handel of verspreiding, vervaardigt of in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, vervoert of doet vervoeren, aan een vervoer-of een verspreidingsagent overhandigt, door eenig publiciteitsmiddel aankondigt. »

Art. 2.

Artikel 384 van het Wetboek van Strafrecht wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In het bij het voorgaand artikel voorziene geval, wordt de vervaardiger van het geschrift, het beeld, de prent of het voorwerp gestraft met gevangenisstraf van één maand tot één jaar en geldboete van vijftig frank tot duizend frank. »

Gegeven te Brussel, den 1^{ste} Augustus 1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

Paul TSCHOFFEN.